

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 05/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SM KERVAL CENTRE ARMOR

69 Rue Chaptal
CS 70556
22000 Saint-Brieuc

Références : 2025.281
Code AIOT : 0005500224

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement SM KERVAL CENTRE ARMOR implanté LAMBERT LES LANDES 22400 LAMBALLE-ARMOR. L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL. Les installations étant soumises à la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED), le site est considéré comme prioritaire et fait l'objet, à ce titre, d'au moins un contrôle annuel par les services de l'inspection des installations classées. Le présent contrôle porte sur les thématiques suivantes :

- Suites de la précédente inspection (arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles);

- Conditions générales de surveillance des rejets;
- Surveillance des émissions de NOx;
- Conditions d'exploitation autre que normales (évaluation périodique des "OTNOC");
- Collecte et traitement des effluents liquides.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SM Kerval Centre Armor
- Lambert Les Landes 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500224
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte Kerval Centre Armor exploite sur la commune de Planguenoual (commune déléguée de Lamballe-Armor), au lieu-dit "Les Landes Lambert", une usine d'incinération d'ordures ménagères avec production d'énergie électrique. Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 décembre 2012 et 22 mai 2024, à exploiter des activités d'incinération de déchets non dangereux, de maturation de mâchefers et de transit de balles d'ordures ménagères. Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (directive IED).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Rejets résultant du traitement de mâchefers :	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.3	Demande d'action corrective	12 mois
8	COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES	AP Complémentaire du 23/12/2011, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
9	Prescription particulières relatives à la maturation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 5.1.9.1.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions générales de la surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
2	CONDITIONS D'EXPLOITATION AUTRES QUE NORMALES (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Sans objet
3	Emissions atmosphériques canalisées	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1	Sans objet
4	SURVEILLANCE DES EMISSIONS DE NOx	Arrêté Préfectoral du 22/05/2024, article Article 3-2	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission des émissions de NOx	Arrêté Préfectoral du 22/05/2024, article Article 3-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité majeure n'a été mise en évidence à l'issue de ce contrôle. Les nouvelles obligations liées à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, qui n'avaient pu être vérifiées lors de la précédente visite (étalonnage des appareils de mesure, analyse des causes profondes des situations de fonctionnement autres que normales) ont depuis été intégrées dans le suivi de l'incinérateur et mise en œuvre conformément aux prescriptions réglementaires. L'autosurveillance et les contrôles réglementaires des rejets atmosphériques sont réalisés. Un dépassement ponctuel de certaines valeurs limites d'émission concernant des métaux a été mesuré en 2024, en lien possible avec la présence anormale d'un déchet dangereux dans les ordures ménagères. Les nouvelles mesures réalisées montrent un respect des valeurs limites sur l'ensemble de ces paramètres. S'agissant de la surveillance des rejets aqueux, il est attendu un suivi de paramètres complémentaires (azote ammoniacal et sulfates) conformément à l'arrêté ministériel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales de la surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs de mesure en continu
Prescription contrôlée :

[...] Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. [...] L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Constats :

Suite à la mise en place du nouveau local regroupant l'ensemble des analyseurs titulaire et redondant pour le contrôle des polluants de la ligne d'incinération, un nouvel étalonnage, selon la procédure QAL 2, des systèmes automatiques de mesures (AMS - *Automatic Measurement System*), a été réalisé du 28 au 30 mai 2024 par un laboratoire accrédité COFRAC. La procédure QAL 2, définie par la norme NF EN 14181, comporte une série de test pour s'assurer que l'AMS est installé et fonctionne correctement. La procédure permet de déterminer une droite d'étalonnage et de valider l'AMS par un test statistique de variabilité des valeurs mesurées.

Les paramètres faisant l'objet de la vérification sont les suivants :

- Poussières totales
- Chlorure d'hydrogène (HCl)
- Dioxyde de soufre (SO₂)
- Le fluor (HF)
- Le mercure (Hg)
- Oxydes d'azote (NO_x)
- Monoxyde de carbone (CO)
- Carbone organique total (COT)

Les autres paramètres suivants font également l'objet un étalonnage QAL 2 :

- Humidité (H₂O)
- Oxygène (O₂)
- Dioxyde de Carbone (CO₂)

Les tests de variabilité ont été réalisés à partir des valeurs limites d'émission fixées par les arrêtés préfectoraux applicables. Le rapport d'étalonnage a été transmis à l'inspection des installations classées le 16 juillet 2024 qui a constaté que la mesure des paramètres est valide dans les domaines de concentration définis. L'exploitant a précisé que les droites d'étalonnage ont été

rentrées dans la baie d'analyse par le prestataire chargé de la réalisation de la procédure QAL2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : CONDITIONS D'EXPLOITATION AUTRES QUE NORMALES (OTNOC)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

L'exploitant a mis en place un plan de gestion des OTNOC, formalisé par un mode opératoire daté du 9 août 2024 (réf. LAM MOD-D9- Plan management des Otnoc). Le document précise la durée annuelle de fonctionnement dans les conditions autres que normales (< 250 heures par an). Sur l'année 2024, l'inspection a constaté que le compteur a fait état de 92 heures de durée de conditions autres que normales (compteur H1). La liste des OTNOC, avec les paramètres associés, est enregistrée dans le logiciel de supervision qui a été développé pour l'exploitant (20 situations sont enregistrées). Le plan de gestion précise les conditions de supervision et de suivi des paramètres. En cas de survenue d'une situation anormale, les responsables de conduites identifient la cause et la corrige. L'évènement est tracé dans la supervision. En complément, des revues hebdomadaires et trimestrielles des compteurs sont réalisées avec la direction technique pour mettre en place des plans d'action en cas de dérive. L'exploitant transmet chaque mois un tableau récapitulatif des compteurs OTNOC à l'inspection des installations classées. Ce tableau

indique les paramètres concernés, l'analyse des causes, les actions réalisées le cas échéant et la durée de l'évènement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Poursuivre l'analyse systématique des causes profondes et les conséquences potentielles des OTNOC et les tracer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm3)	Unité existante	Unité nouvelle	P é r i o d e d'établissement de la moyenne
Poussières	5	5	Moyenne journalière
COVT	10	10	Moyenne journalière
CO	50	50	Moyenne journalière
HCL	8	6	Moyenne journalière
HF	1	1	Moyenne journalière ou moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage

NOx	80	80	Moyenne journalière
SO2	40	30	Moyenne journalière
NH3	10	10	Moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg	0,02	0,02	Moyenne journalière sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/nM3)	0,08	0,08	Moyenne journalière sur la période d'échantillonnage à long terme

Constats :

Par dérogation, les valeurs limites d'émission de NOx sont fixées pour l'UVE de Planguenoual à 300 mg/Nm3 (cf. fiche constat n°4). L'exploitant établit et transmet chaque mois les résultats de l'autosurveillance à l'inspection des installations classées (mesures en continu et semi-continu).

L'inspection a consulté les 2 derniers rapports de contrôle semestriels pour vérifier la conformité des rejets.

Le contrôle inopiné des rejets atmosphériques, réalisé du 16 au 17 décembre 2024, a montré un dépassement des valeurs limites concernant le paramètre "métaux totaux". Les résultats indiquent une concentration de 0,38 mg/Nm3 pour une valeur limite d'émission fixée à 0,30 mg/Nm3. Il s'avère que le paramètre à l'origine de cet écart est le Nickel, avec une concentration égale à 0,257 mg/Nm3. En accord avec l'Inspection des installations classées, l'exploitant a procédé à un nouveau contrôle de ses rejets par un laboratoire agréé le 5 mars 2025 (vu le rapport n°BREP250095-25-18-R0). La valeur de concentration en métaux totaux est inférieure à la

valeur limite d'émission. Un dépassement est en revanche mesuré pour le paramètre Cadmium + Thalium (concentration Cd+Tl mesurée à 0,73 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 0,02 mg/Nm³). L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une fiche événement pour cet incident.

Un nouveau contrôle semestriel des rejets atmosphériques a été réalisé par un organisme agréé du 11 au 13 juin 2025. Les résultats, transmis post-inspection (rapport du 23 juillet 2025), montrent une conformité des rejets. S'agissant des métaux totaux, la mesure s'élève à 0,0039 mg/Nm³ (soit une valeur 5 fois inférieure à la valeur limite d'émission fixée à 0,3 mg/Nm³). L'exploitant estime que les dépassements qui avaient été constatés lors des précédents contrôles ont pu être causés par la présence anormale dans les ordures ménagères de déchets dangereux (batterie, accumulateurs, etc.).

S'agissant des données d'autosurveillance au titre de l'année 2024, il a été noté un dépassement de la valeur limite d'émission journalière d'HCl (acide chlorhydrique) le 2 septembre 2024 (valeur mesurée à 11,46 mg/Nm³ pour une valeur limite fixée à 8 mg/Nm³). L'exploitant a identifié que le dépassement était lié à un dysfonctionnement du système d'extraction et d'injection de chaux du silo. Aucun nouveau dépassement n'a été constaté depuis.

S'agissant du paramètre mercure, l'analyseur en continu a été installé en janvier 2024. Les données d'autosurveillance ont montré un dépassement d'une moyenne journalière (le 01/11/2024 concentration de 20,77 µg/Nm³, la valeur limite d'émission étant de 20 g/Nm³). La moyenne sur la période sur le mois de novembre reste conforme. Dans son rapport d'activité, l'exploitant indique avoir réalisé un nettoyage des filtres suite à ce dépassement. Les mesures réalisées lors du contrôle inopiné de décembre respectent la valeur limite du mercure (valeur mesurée : 0,68 µg/Nm³). Les données d'autosurveillance transmises mensuellement sur l'année 2025 montrent également un respect des valeurs limites d'émission (à date de l'inspection).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle que les rapports des contrôles semestriels doivent être transmis à l'inspection des installations classées dès réception, conformément à l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 2007.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS DE NOx

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2024, article Article 3-2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

A compter du 3 décembre 2023 et jusqu'au 1er janvier 2028, la surveillance des émissions de NOx, imposées à l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié, est remplacée par une surveillance trimestrielle.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à la réalisation de contrôles supplémentaires sur les paramètres de rejets d'oxydes d'azote (en tenant compte des 2 contrôles semestriels déjà réalisés). L'inspection des installations classées a pris connaissance du rapport de mesurage des NOx (n°134818957-001-1) du 1er trimestre 2025 , établi le 12 mars 2025, par un organisme agréé. Le rapport précédent (n°134520623-001-1) relatif aux mesures NOx avait été établi le 14 octobre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de la surveillance trimestrielle des émissions d'oxydes d'azote (NOx) <u>dès réception</u> des rapports.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites d'émission des émissions de NOx

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2024, article Article 3-1</p>								
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission</p>								
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 3 décembre 2023 jusqu'au 3 décembre 2028, les valeurs limites figurant à l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié sont remplacées en période NOC (conditions normales de fonctionnement) par les valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 excepté pour les paramètres suivants :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Concentration maximale journalière en mg/Nm3</th> <th>Flux maximum journalier en kg/j</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>NOx Composés azotés exprimés en dioxyde d'azote (NO2)</td> <td>300</td> <td>403,5</td> </tr> </tbody> </table>			Paramètres	Concentration maximale journalière en mg/Nm3	Flux maximum journalier en kg/j	NOx Composés azotés exprimés en dioxyde d'azote (NO2)	300	403,5
Paramètres	Concentration maximale journalière en mg/Nm3	Flux maximum journalier en kg/j						
NOx Composés azotés exprimés en dioxyde d'azote (NO2)	300	403,5						
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance les résultats de son autosurveillance. S'agissant des émissions d'oxydes d'azote en conditions normales de fonctionnement, les données d'avril 2025 montrent une concentration moyenne mensuelle de 232,13 mg/Nm3 (avec une valeur minimum de 219,34 mg/Nm3 et une valeur maximum de 247,17 mg/Nm3).</p> <p>Sur la période allant de janvier à juillet 2025, l'inspection des installations classées constate que les données d'autosurveillance ne montrent aucun dépassement, l'ensemble des résultats de mesure est inférieur à la valeur limite d'émission de 300 mg/Nm3. Le contrôle trimestriel des rejets de NOx, réalisé par un organisme agréé (rapport n° 134818957-001-1 du 12 mars 2025), indique les résultats suivants :</p>								

Concentration moyenne sur gaz sec à 11% d'O ₂ :	268,2 mg/m ³
Flux massique :	8,168 Kg/h (soit 196,03 kg/j)

Les rejets atmosphériques en NO_x de l'installation sont inférieurs aux valeurs limites d'émission fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des dioxines et furanes, PCB de type dioxines et benzo(a)pyrènes

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération :

Paramètres	Fréquence	Norme ou équivalent (1)
...
PCDD/PCDF	En semi-continu	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
PCB de type dioxines	- Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) - Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à	- Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948- 4 - NF EN 1948-1, NF EN 1948-2,

	pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)	- NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4
Benzo[a]pyrène : Une fois par an	Une fois par an	Pas de norme EN Norme NF X 43-329
...

(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

L'exploitant procède à la surveillance prévue par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Les mesures de dioxines et furanes chlorés sont réalisées en semi-continu et leurs résultats sont transmis mensuellement à l'administration. L'inspection constate que le rapport d'analyse de la cartouche AMESA (prélèvement du 15 avril au 14 mai 2025) montre une concentration sur gaz sec de PCDD/F égale à 0,0077 ng/Nm³ (soit une mesure environ 10 fois inférieure à la valeur limite d'émission fixée à 0,08 ng/m³). Sur l'année 2024, la moyenne journalière s'élève à 0,0088 ng/Nm³ avec une valeur maximale de 0,0199 ng/Nm³.

S'agissant des PCB de type dioxines (PCB-dl), la surveillance mensuelle est réalisée par le préleveur en semi-continu et les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées. Le rapport de surveillance établi par l'organisme agréé SECAUTO, pour la période du 15 avril au 14 mai 2025, montre une concentration de PCB de type dioxine de 0,0004 ng/m³, soit un résultat inférieur au seuil de 0,01 ng/m³.

Les contrôles semestriels sont réalisés. Ils comportent la surveillance des dioxines et furanes bromés (vu les rapports de l'organisme agréé des interventions de juin 2024 et juin 2025). La

mesure de PBDD/F n'apparaît cependant pas dans le rapport du contrôle inopiné de décembre 2024. L'exploitant a fait procéder à des mesures complémentaires des PBDD/F, benzo(a)pyrène et PCB de type dioxine (vu le rapport réf. BREP240091-24-99-R0 du 4 février 2025).
La mesure annuelle des benzo(a)pyrène est bien réalisée selon la fréquence annuelle.

Les rapports de contrôle mentionnent le respect des normes NF EN 1948.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au titre de l'année 2025, l'exploitant doit s'assurer que la mesure des PBDD/PBDF sera bien réalisée 1 fois tous les 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rejets résultant du traitement de mâchefers :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

b) Rejets résultant du traitement de mâchefers :

Paramètres	Fréquence	Norme(s) ou équivalent
Carbone organique total (COT)	une fois par mois	EN 1484
Matières en suspension totales (MEST)	une fois par mois	EN 872
Pb	une fois par mois	Plusieurs normes EN (par exemple EN ISO11885, EN

		exemple EN ISO11885, EN ISO 15586, EN ISO 17294-2)
Azote ammoniacal (NH ₄ -N)	une fois par mois	Plusieurs normes EN (par exemple EN ISO 11732 ou EN ISO 14911)
Chlorures (Cl ⁻)	une fois par mois	Plusieurs normes EN (par exemple EN ISO 10304-1 ou EN ISO 15682)
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	une fois par mois	EN ISO 10304-1
PCDD/PCDF	une fois tous les six mois	Pas de norme EN
Débit	en continu	
pH	en continu	EN ISO 10523
Conductivité	en continu	EN 27888

Constats :

L'exploitant procède à la surveillance des rejets lorsque le niveau le permet. Le jour de l'inspection, aucun rejet n'a été constaté. Dans le porter-à-connaissance de février 2023, l'exploitant s'est engagé à contrôler les paramètres azote ammoniacal (NH₄-N) et sulfates (SO₄²⁻) afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel. Le rapport d'analyse des rejets du 14/04/2025, relatif au prélèvement réalisé le 19/03/2025 (rapport n° AR-25-IK-084979-01), comporte la mesure de l'ammonium mais le paramètre sulfates n'apparaît pas.

S'agissant des valeurs de pH, en 2024, les données d'autosurveillance avaient montré un dépassement de la valeur maximum fixée par les prescriptions réglementaires (la valeur de pH

doit être située entre 5,5 et 8,5). Les données de surveillance de janvier, février et mars 2025 montrent une conformité de la mesure du pH aux plages de valeurs :

- janvier 2025 : pH = 7,6
- février 2025 : pH=7,6
- mars 2025 : pH =8,4

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter la surveillance des rejets aqueux provenant du traitement de mâchefers avec l'ensemble des paramètres figurant dans l'article 2.2.3 de l'arrêté du 12 janvier 2021, dont la surveillance des sulfates (SO_4^{2-}).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2011, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires et eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

Toutes les eaux résiduaires industrielles de l'usine et les effluents issus des opérations de dépotage et d'entreposage des déchets, de traitement des gaz, de refroidissement et d'extinction des mâchefers, du nettoyage des chaudières ainsi que les eaux pluviales de la voirie susceptibles d'être polluées, etc... sont collectées dans l'établissement et intégralement recyclées.

Il n'y a aucun rejet de ces eaux et l'exploitant dispose en permanence, à cet effet des ouvrages permettant notamment le stockage des effluents concernés pour leur recyclage (bassins tampons représentant une capacité minimale de 250 m³, pompes de relevage, etc...).

Dans ce but, les mesures suivantes devront également être prises sur le site afin de limiter au maximum le risque de contamination des eaux pluviales :

- les eaux pluviales en provenance de la zone de circulation de l'engin utilisé pour le transport des mâchefers vers la plate-forme de stockage des mâchefers sont collectées et traitées par recyclage vers le bac d'extinction des mâchefers ;

- la réception, le stockage, la manipulation des ordures ménagères et autres résidus traités par l'UIOM, le stockage des réactifs pour le traitement s'effectueront sur des zones fermées et couvertes ou dans des containers fermés et étanches. Cette disposition ne s'applique pas aux opérations de mise en balle des ordures ménagères et autres résidus, ainsi que celles de leur stockage.

- En cas de stockage en conteneurs souples et étanches le stockage des cendres sous chaudières et des fines de dépoussiérage avant leur évacuation vers un centre autorisé, sera réalisé soit à l

'intérieur du bâtiment soit sur zone aire étanche à l'abri des intempéries. En cas de stockage de ces résidus en vrac, celui-ci devra être réalisé en silo étanche d'un volume suffisant et équipé si nécessaire, d'une installation de filtration efficace ;

- les égouttures des mâchefers, les eaux de relevage de la fosse de réception des déchets sont récupérées et envoyées vers le bac d'extinction des mâchefers ;

- les purges continues de chaudières et les purges de la régénération des adoucisseurs seront recyclées au maximum vers l'extinction à mâchefers. »

Constats :

Les eaux utilisées dans le process sont collectées dans un bassin dédié et recyclées pour l'extinction des mâchefers. Les eaux pluviales (toiture, voirie, plateforme mâchefers et plateforme de stockage des balles) sont collectées et orientées vers un réseau de lagunes situé au sud-ouest du site. Les lagunes permettent la décantation des eaux pluviales avant le rejet au milieu naturel. Suite à une mise en demeure du 29 septembre 2022, l'exploitant a réalisé des travaux de façon à améliorer la collecte des eaux de ruissellement de la plateforme de stockage des balles. En date du 22 février 2023, l'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif à modification du système de gestion des eaux. L'exploitant sollicitait une dérogation, et un délai, pour mettre en place un nouveau système de gestion des eaux en lien avec la construction de la nouvelle ligne d'incinération (projet abandonné). Dans l'attente, l'exploitant s'engageait à mettre en place une mesure compensatoire pour neutraliser le pH en sortie de lagune. Les dernières mesures de suivi de pH (réalisée en janvier, février et mars 2025) respectent les plages de valeurs.

Lors de l'inspection terrain, l'exploitant a indiqué avoir procédé à un curage de la lagune. La visite a mis en évidence un envasement, au niveau de l'arrivée des eaux, nécessitant la réalisation d'un entretien afin de garantir le bon fonctionnement de l'ouvrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de positionner sur les mesures compensatoires qui avaient été proposées initialement pour la neutralisation du pH en sortie de lagune et de compléter ou modifier, à cet effet, les éléments du porter-à-connaissance du 22 février 2023.

Procéder à un curage de la lagune, au niveau de l'arrivée des eaux, afin de garantir son le bon fonctionnement de l'ouvrage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Prescription particulières relatives à la maturation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 5.1.9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Clôture et surveillance

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est entouré d'une clôture composée d'éléments résistants et incombustibles, d'une hauteur minimale de 2 m. Les issues sont équipées de portails fermant à clef afin d'interdire l'accès à toute personne ou tout véhicule en dehors des heures d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, il a été mis en évidence un endommagement de la clôture du site au niveau de plusieurs portions. Ces détériorations sont liées à des effractions visant à accéder à la déchèterie attenante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder aux réparations nécessaires et à l'entretien de façon à empêcher l'accès au site en période non ouvrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>